



**HAL**  
open science

## Introduction. Entreprises, territoires et pouvoirs politiques : localiser l'analyse du capitalisme extractif

Jacobo Grajales, Guillaume Vadot

### ► To cite this version:

Jacobo Grajales, Guillaume Vadot. Introduction. Entreprises, territoires et pouvoirs politiques : localiser l'analyse du capitalisme extractif. Politix, 2020, Politix, n° 132 (4), pp.7-21. 10.3917/pox.132.0007 . hal-03351282

**HAL Id: hal-03351282**

**<https://hal.univ-lille.fr/hal-03351282v1>**

Submitted on 6 Jun 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## INTRODUCTION

Entreprises, territoires et pouvoirs politiques : localiser l'analyse du capitalisme extractif

[Jacobo Grajales](#), [Guillaume Vadot](#)

De Boeck Supérieur | « Politix »

2020/4 n° 132 | pages 7 à 21

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807393837

DOI 10.3917/pox.132.0007

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-politix-2020-4-page-7.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DOSSIER

Entreprises ancrées, États en jeu ?

Coordonné par Guillaume Vadot  
et Jacobo Grajales

# Introduction

## Entreprises, territoires et pouvoirs politiques : localiser l'analyse du capitalisme extractif

Jacobo GRAJALES et Guillaume VADOT

**Résumé** – Vingt ans après le début du boom des *commodities*, qu'en est-il des formes d'autorité politique qui prévalent dans les espaces dédiés à l'extraction des matières premières et souvent présentés comme les nouvelles frontières du capitalisme ? En prenant pour terrains d'enquêtes des sites miniers, pétroliers, métallurgiques et agro-industriels ainsi que les entreprises qui les exploitent, les contributions rassemblées dans ce dossier témoignent toutes des complications que subit, au local, le projet de cantonnement de l'État dans un rôle de courtier pour les investisseurs. La présente introduction se propose de revenir sur les processus qui produisent, le plus souvent à leur corps défendant, ces ancrages politiques et sociaux des entreprises extractives. Le recul historique dont on dispose depuis la grande vague de privatisations et de libéralisation économique de la fin des années 1990 permet désormais d'observer ces nouveaux espaces extractifs dans la durée et dans leur quotidienneté. Au vu de la résurgence de mécanismes de représentation et de formes d'autorité qui, nourries souvent par des mobilisations locales contestataires, échappent aux entreprises et parviennent même souvent à s'emparer d'un certain degré d'étaticité, il nous apparaît manifeste que ces dernières ne sont pas les enclaves extractives qu'un certain imaginaire du capitalisme contemporain continue à postuler. Au contraire, ces processus incrémentaux tendent à en faire des parties prenantes de territoires politiques négociés et qu'il s'agit de prendre au sérieux.

**Mots clés** – capitalisme, entreprise, territoire, matières premières, pouvoirs locaux

Un grillage, un poste de contrôle, un garde en uniforme qui somnole en écoutant une radio qui grésille. Et devant nous, jusqu'à l'horizon, une plantation de palmiers à huile ou alors des mines à ciel ouvert où s'affairent, comme des fourmis, des hommes, des femmes et des camions. Voilà l'une des images stéréotypiques à laquelle renvoie tout récit du « boom des matières premières » qui a accompagné la phase récente de développement du capitalisme. Si l'engouement pour l'exploitation des « *commodities* » n'a pas épargné l'espace euro-atlantique, comme le montre l'exemple du gaz et du pétrole de schiste aux États-Unis, c'est surtout ailleurs sur le globe, en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, mais aussi dans le monde postcommuniste, que ce redéploiement a participé de transformations profondes des scènes politiques.

Très tôt connectés aux échanges mondiaux, comme l'a montré l'histoire globale, mais restés périphériques sur le plan de l'accumulation du capital et de son organisation politique<sup>1</sup>, ces espaces dédiés à l'extraction sont aujourd'hui souvent présentés comme la nouvelle frontière du capitalisme globalisé. De fait, si par le passé les secteurs extractifs ont pu alimenter la construction des États dits « développementalistes » et constituer une cible privilégiée de politiques publiques interventionnistes, leur renouveau depuis une quinzaine d'années se déploie prioritairement dans des régions où l'« étaticité » est en jeu. Le renouveau extractiviste actuel opère, en effet, au terme d'une séquence historique marquée par plusieurs décennies d'ajustements structurels, de privatisations et de politiques néolibérales. Les espaces qui nous intéressent ici sont des régions où la prévalence de l'autorité étatique sur d'autres formes d'autorité n'est pas acquise, où l'exercice de son pouvoir dans un cadre bureaucratique et la prééminence des règles de droit sont, sinon mis en cause, du moins négociés avec une série d'acteurs privés.

Comment, alors, le développement d'activités extractives transforme-t-il l'exercice du pouvoir, dès lors qu'États et entreprises se situent dans un même « clair-obscur »<sup>2</sup> de l'autorité ? C'est à une telle discussion que ce numéro de *Politix* entend participer. Il s'y attelle à partir de quatre contributions, qui portent sur des exploitations agro-industrielles, minières et pétrolières au Cameroun, au Pérou, en Côte d'Ivoire et en Ukraine. Leurs autrices et auteurs se retrouvent autour d'une posture théorique et méthodologique similaire qui, à partir d'un regard localisé, cherche à saisir les frictions et l'enchevêtrement entre les espaces institutionnels du politique et les lieux de pouvoir au sein et autour de l'entreprise.

1. Voir Benquet (M.), Bourgeron (Th.), *Accumulating Capital Today. Contemporary Strategies of Profit and Dispossession Policies*, London, Routledge, 2021.

2. Au sens de Lund (C.), « Twilight institutions: public authority and local politics in Africa », *Development and Change*, 37 (4), 2006. L'auteur désigne par là l'existence d'une diversité d'institutions – irréductibles à la division public/privé – qui se réclament de l'État, de son langage et de son autorité.

## Matières premières, insertion dans la globalisation et formation des États

L'articulation entre investissements à grande échelle dans les secteurs extractifs et formation des États n'est pas une nouveauté, comme le rappellent les travaux sur le colonialisme tardif en Asie<sup>3</sup> ou encore ceux sur le développement des agro-industries dans la Caraïbe au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. L'époque actuelle est cependant caractérisée par la convergence de nouvelles pratiques d'investissement et d'une reformulation du projet du développement. Désormais, « l'émergence » économique passe avant tout par la capacité des États à attirer et sécuriser des investissements étrangers, ce qui vient renouveler les logiques d'extraversion qui ont historiquement façonné le rapport de nombreux États des Suds au marché international<sup>5</sup>. Dans le même temps, s'est déployé entre la fin des années 1990 et le début des années 2010 un cycle économique caractérisé par un boom des matières premières, sur lequel s'est penchée une abondante littérature. Porté notamment par la très forte croissance de la demande en Asie, et particulièrement en Chine, ce cycle se caractérise également par une croissance significative des investissements directs étrangers, en provenance des principaux exportateurs de capitaux (Europe, États-Unis, Canada, quelques pays asiatiques et, plus marginalement, du Golfe) vers l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Asie centrale et l'Asie du Sud<sup>6</sup>. L'importance que ces flux de capitaux revêtent dépasse le domaine marchand puisque, comme le démontrent Hans-Jürgen Burchard et Kristina Dietz, le boom des *commodities* ne renvoie pas uniquement à une conjoncture économique, mais également à de nouveaux imaginaires du développement<sup>7</sup>. Dans certains cas, et notamment en Amérique latine, cette manne économique se traduit par une réhabilitation du rôle économique de l'État, en particulier par le biais du développement de canaux de redistribution<sup>8</sup>. Cependant, d'une façon générale, c'est plutôt l'idée d'un État qui agirait comme courtier, chargé de canaliser les investissements et de garantir leur sécurité et leur rentabilité, qui s'impose.

Cette représentation de l'État comme courtier semble aujourd'hui survivre au ralentissement du boom des *commodities*, alors que la modération de la croissance chinoise depuis le milieu des années 2010, à laquelle s'ajoute évidemment la crise du COVID-19, ont quelque peu tari l'appétit pour les matières premières.

3. Peluso (N. L.), *Rich Forests, Poor People*, Berkeley, CA, University of California Press, 1994.

4. Grandin (G.), *Empire's Workshop: Latin America, the United States, and the Rise of the New Imperialism*, New York, NY, Metropolitan Books, 2006.

5. Péclard (D.), Kernen (A.), Khan-Mohammad (G.), « États d'émergence. Le gouvernement de la croissance et du développement en Afrique », *Critique internationale*, 89, 2020.

6. Roache (S. K.), « China's Impact on World Commodity Markets », *IMF Working Papers*, 12 (115), 2012 ; Bridge (G.), « Mapping the Bonanza: Geographies of Mining Investment in an Era of Neoliberal Reform », *The Professional Geographer*, 56 (3), 2004.

7. Burchard (H.-J.), Dietz (K.), « (Neo-)extractivism – a new challenge for development theory from Latin America », *Third World Quarterly*, 35 (3), 2014.

8. Kingstone (P.), *The Political Economy of Latin America*, 2nd edition., London, Routledge, 2018.

Dans la période la plus récente, c'est vers l'ingénierie financière des projets de développement que ces efforts de courtage se sont dirigés. C'est ce que Daniela Gabor, à l'instar d'autres spécialistes de la finance et de l'économie politique internationale, appelle le consensus de Wall Street<sup>9</sup>. Situé sur les ruines du consensus de Washington, cet ensemble de prescriptions politiques et financières qui avait libéralisé à marche forcée les économies du Sud et du monde postcommuniste, le consensus de Wall Street effectue en apparence une réhabilitation de l'État. Mais si celui-ci redevient un acteur économique légitime, c'est uniquement associé à des investisseurs privés, au sein de partenariats public-privé qui ont vocation à devenir le mode de financement dominant de l'aide au développement comme des grands projets économiques. Dans ce contexte, le rôle premier de l'État devient d'assurer les investisseurs contre les risques encourus (*de-risking*), voire de préparer et de promouvoir les opportunités d'investissement elles-mêmes.

Une approche par le courtage permet d'éviter les représentations simplificatrices, qui voient dans l'exploitation des ressources des Suds par les firmes du Nord le signe palpable de la faiblesse des États. C'est ce qu'illustre bien le cas du foncier rural et de la mobilisation internationale autour de « l'accaparement de terres »<sup>10</sup>. Ainsi, dans les années 2008-2010, alors que des ONG internationales se mobilisaient pour rendre visibles les contrats léonins par lesquels plusieurs États africains avaient mis en location de longue durée des centaines de milliers (voire des millions) d'hectares à des sociétés étrangères, l'interprétation couramment avancée dans les milieux de l'aide a été celle de l'incapacité de ces gouvernements à faire face aux ambitions des multinationales. Une telle analyse venait alors justifier des projets de réforme allant dans le sens d'une « modernisation » de « l'environnement des affaires » et notamment du droit foncier, sans pour autant questionner la stratégie des multinationales elles-mêmes<sup>11</sup>. Surtout, elle était erronée, comme le montrent des travaux scientifiques appuyés sur l'explicitation empirique des ressorts de ces « deals »<sup>12</sup>. À Madagascar<sup>13</sup>, en Tanzanie<sup>14</sup>

9. Gabor (D.), « The Wall Street Consensus », *Development and Change*, parution anticipée, 2021.

10. Pour une présentation de la construction de cette cause, voir Grajales (J.), « L'agro-business au village. La notion d'accaparement de terres à l'épreuve du cas ivoirien », *Politique africaine*, 151, 2018 ; Grajales (J.), Allain (M.), « The politics of the land rush. Scales of land contention and the reconfiguration of political authority », in Hosseini (H.), Goodman (J.), Motta (S.), Gills (B.), dir., *The Routledge Handbook of Transformative Global Studies*, London, Routledge, 2020.

11. Borras (S. M.), Franco (J. C.), Wang (C.), « The Challenge of Global Governance of Land Grabbing: Changing International Agricultural Context and Competing Political Views and Strategies », *Globalizations*, 10 (1), 2013.

12. Pour une présentation de ces travaux, voir Wolford (W.) *et al.*, « Governing global land deals: the role of the state in the rush for land », *Development and Change*, 44 (2), 2013 ; Cotula (L.) *et al.*, « Testing Claims about Large Land Deals in Africa: Findings from a Multi-Country Study », *The Journal of Development Studies*, 50 (7), 2014.

13. Burnod (P.), Gingembre (M.), Andrianirina Ratsialonana (R.), « Competition over Authority and Access: International Land Deals in Madagascar », *Development and Change*, 44 (2), 2013.

14. Schlimmer (S.), « Accaparement des terres ou investissements agricoles bénéfiques ? La réappropriation politique d'un problème public international en Tanzanie », *Gouvernement et action publique*, 7 (2), 2018.

ou encore en Éthiopie<sup>15</sup>, c'est dans les allées du pouvoir d'État et dans le lien entre élites locales, classes d'affaires nationales, élus et fonctionnaires que la supposée disponibilité du foncier rural a été transformée en atout pour attirer des capitaux étrangers.

## Un regard localisé

Si cette économie politique internationale n'est pas la focale retenue par les auteurs et les autrices rassemblés dans ce dossier, elle en constitue cependant la toile de fond. Les États camerounais ou péruvien constituent d'ailleurs à leur manière des exemples paradigmatiques de tels courtiers. Mais c'est bien davantage par le bas, à partir d'une vision localisée, que les articles présentés ici saisissent à la fois l'insertion économique dans la globalisation et ses effets sur la formation de l'autorité politique. En cela, ils effectuent un déplacement de l'objet de recherche par rapport à des travaux qui se sont proposés ces dernières années d'envisager les ressources ou les produits dans l'ensemble de leurs circulations, des lieux de production à ceux de consommation, pour mieux rendre compte de l'enchâssement entre mondes sociaux qu'ils supportent<sup>16</sup>. Ici au contraire, le regard se porte sur les sites d'extraction eux-mêmes, pour interroger leur contribution à la formation de ce que Catherine Boone appelle les « topographies politiques » de l'État<sup>17</sup>, autrement dit la diversité des configurations locales du pouvoir qui soutiennent son ancrage.

Si cette localisation du regard est devenue classique pour interroger les rapports entre conflits fonciers et constitution du champ politique<sup>18</sup>, elle est moins courante pour aborder les grandes entreprises globalisées. Pourtant, les sites miniers, agro-industriels, les activités de transformation primaire comme la métallurgie, marquent profondément le territoire<sup>19</sup>, à travers des emprises spatiales parfois gigantesques, leurs conséquences environnementales,

15. Lavers (T.), « 'Land grab' as development strategy? The political economy of agricultural investment in Ethiopia », *The Journal of Peasant Studies*, 39 (1), 2012.

16. Parmi de nombreux exemples de ce parti pris méthodologique, on peut citer Tsing (A. L.), *The Mushroom at the End of the World: On the Possibility of Life in Capitalist Ruins*, Princeton University Press, 2017 ; Lachenal (G.), *Le médicament qui devait sauver l'Afrique. Un scandale pharmaceutique aux colonies*, Paris, La Découverte, 2014.

17. Boone (C.), *Property and Political Order in Africa: Land Rights and the Structure of Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

18. Chauveau (J.-P.), « Le nexus État, foncier, migrations, conflits comme champ social », *Critique internationale*, 72 (9-19), 2017.

19. Ici et tout au long du dossier, nous tenons à distinguer l'espace, physique et matériel, du ou des territoire(s), autrement dit des formes d'appropriation et de mise en représentation plus ou moins institutionnalisées du premier. Ce faisant, nous nous inscrivons notamment dans le prolongement des travaux de Jean-Claude Chamboredon, qui ont permis de souligner les rivalités entre classes sociales dont la mise en territoire fait l'objet. Un tel prisme est particulièrement heuristique pour aborder les espaces extractifs, qui sont à la fois bouleversés par l'activité économique, de première importance aux yeux des pouvoirs publics et des lieux de rencontre et de frictions entre groupes sociaux très divers. Voir Chamboredon (J.-C.), *Territoires, culture et classes sociales*, édité par Gilles Laferté et Florence Weber, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2019.



la mobilisation d'une main-d'œuvre nombreuse ou encore une multitude de frictions quotidiennes avec leur voisinage. Les contributions rassemblées ici s'intéressent ainsi à la manière dont les organisations productives composent avec les contraintes politiques et avec la contestation ; elles réfléchissent aux formes de politisation, de notabilisation et de clientélisme qui caractérisent les rapports entre entreprises et champ politique. Elles entretiennent ainsi un dialogue avec les travaux qui, sur des terrains situés avant tout au Nord, se sont penchés sur le « paternalisme » industriel dans ses rapports avec les scènes politiques locales<sup>20</sup>, et sur la manière dont les entreprises prennent part au façonnement des « espaces sociaux localisés » et des formes de représentation qui en émergent<sup>21</sup>.

En somme, en prenant les lieux de production ou leurs abords comme autant de terrains d'enquêtes, on découvre à quel point le projet néolibéral évoqué plus haut, qui vise à restreindre le politique à ce rôle de gardien de la bonne marche économique, se trouve dans les faits « vulgarisé » par les acteurs locaux – selon l'expression de Bruce Berman et John Lonsdale au sujet du projet d'État colonial en Afrique<sup>22</sup>. Patronats, salarié·es, syndicats ou porte-parole des communautés riveraines, à travers les jeux tactiques et les mobilisations dans lesquelles ils et elles s'engagent, tendent en effet à reconstituer sans cesse des formes d'autorité qui ne se limitent pas strictement à celles en vigueur dans le champ professionnel. Lors de conflits notamment, l'arbitrage ou la régulation des pouvoirs publics et du droit sont appelés pour intervenir dans ces espaces dédiés à l'activité extractive, ce qui contribue à les normaliser, au double sens d'une inflation de normes et d'une banalisation de leur inscription dans le territoire politique. Ces processus, qu'il ne s'agit pas ici de décrire comme linéaires ou de ramener à un modèle unique, doivent être étudiés dans la durée, comme le font les quatre articles rassemblés ici, qui bénéficient tous d'un certain recul vis-à-vis des phénomènes sur lesquels ils se penchent.

Le présent dossier se veut donc une contribution à l'étude des dynamiques territoriales associées à la mise et au maintien en opération d'acteurs économiques qui, s'ils se veulent toujours plus « agiles », n'en restent pas moins associés à leurs lieux d'implantation, ne serait-ce que par la matérialité même de leur activité. Jusque dans des régions considérées comme marginales (comme la forêt amazonienne ou du Sud Cameroun), la présence de ces firmes favorise avec le temps la constitution d'espaces politiques concrets, impliquant la formation

---

20. Renahy (N.), « Une lignée patronale à la mairie. Genèse et vieillissement d'une domination personnalisée (1850-1970) », *Politix*, 83, 2008 ; Gueslin (A.), « Le paternalisme revisité en Europe occidentale (seconde moitié du XIX<sup>e</sup>, début XX<sup>e</sup> siècle) », *Genèses*, 7, 1992.

21. Pour un exemple : Retière (J.-N.), *Identités ouvrières : histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994. Sur la notion d'espaces sociaux localisés : Laferté (G.), « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, 5 (4), 2014.

22. Berman (B.), Lonsdale (J.), *Unhappy Valley: Conflict in Kenya & Africa. Book One: State and Class*, London, James Currey, 1992, p. 38.

d'arènes de négociation, de mécanismes de représentation, et où se tissent des mobilisations contestataires ou encore des rapports divers à l'international. De ce point de vue, interroger la contribution des activités extractives à la formation du territoire politique revient aussi à souligner l'existence et la genèse, sur les terrains en question, d'un champ étatique qui n'est pas sans constituer une ressource pour les acteurs locaux. C'est ce dont témoignent, comme les contributions de ce dossier, les recherches qui, ces dernières années, se sont penchées à travers une approche comparée sur la « ceinture de cuivre » congolaise et zambienne<sup>23</sup>. Non seulement les investisseurs occidentaux et asiatiques arrivés dans les années 2000 ont été confrontés à la normalisation évoquée plus haut, mais encore l'ont-ils été de manière différenciée, en fonction de l'histoire politique, syndicale et institutionnelle de chaque territoire.

C'est donc au service de cette problématique que nous avons souhaité faire dialoguer des travaux portant sur différents secteurs (l'agriculture à grande échelle, les mines, la sidérurgie) qui sont en général constitués en champs de recherche autonomes. Localiser le regard porté sur ces activités productives, étudier leur contribution à la formation des topographies politiques, revient en outre à prendre au moins en partie le contre-pied d'analyses qui ont plutôt souligné le projet de désencastrement porté par les nouvelles formes de division du travail et d'organisation de la production<sup>24</sup>. C'est ce qu'il faut maintenant discuter en centrant le regard sur les entreprises elles-mêmes, pour penser les outils avec lesquels on peut étudier leur ancrage social et politique.

## Les ancrages politiques et sociaux de l'entreprise

Dans le sens commun, le développement d'industries extractives et agro-industrielles renvoie souvent à l'idée de l'enclave. Celle-ci recouvre des lieux où les activités économiques sont coupées de leur environnement immédiat, dès lors que les produits et les profits sont intégralement orientés vers l'étranger et que les technologies, voire dans certains cas le travail, sont également importés d'ailleurs. Ces représentations sont également présentes dans la littérature scientifique<sup>25</sup>. Ainsi, à partir d'une analyse de « l'impérialisme » étasunien, l'historien Paul Kramer insiste sur la récurrence de la constitution d'enclaves,

23. Voir les publications du projet européen WORKinMINING : <http://www.workinmining.ulg.ac.be/fr/>.

24. Voir notamment Moore (J.), *Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital*, New York, Verso, 2015 ; Mezzadra (S.), Neilson (B.), *La frontière comme méthode : ou la multiplication du travail*, Toulouse, Éditions de l'Asymétrie, 2019.

25. Les critiques de cette idée d'enclave sont cependant anciennes, notamment en histoire économique. Voir par exemple : Nash (J.), *We Eat the Mines and the Mines Eat Us: Dependency and Exploitation in Bolivian Tin Mines*, New York, NY, Columbia University Press, 1979 ; Van Onselen (C.), *New Babylon, New Nivenh. Studies in the Social and Economic History of the Witwatersrand, 1886-1914*, Harlow, Longman, 1982 ; Weinstein (B.), *The Amazon Rubber Boom, 1850-1920*, Stanford, CA, Stanford University Press, 1983 ; Bourgois (P. P.), *Ethnicity at Work. Divided Labor on a Central American Banana Plantation*, Baltimore, MD, The Johns Hopkins University Press, 1989.

autrement dit d'« exceptions spatiales » au sein desquelles les rapports à la société locale sont coupés et l'autorité revient exclusivement à l'entreprise<sup>26</sup>.

La notion d'enclave a également été utilisée pour analyser les évolutions contemporaines du capitalisme, cette fois non pas pour désigner un état de fait, mais une tendance décelable dans l'attitude des firmes. C'est notamment la proposition défendue par James Ferguson et souvent commentée à sa suite<sup>27</sup>. Dans un contexte d'essor de l'extraction des ressources naturelles, mais caractérisé en même temps par une montée des risques (guerres civiles, crises politiques ou financières, exposition médiatique), les entreprises auraient ainsi tendance à favoriser les implantations qui leur offrent un minimum d'attaches légales, politiques ou sociales. Elles y parviendraient toujours plus, en particulier grâce aux transformations dans la posture des États. En se repositionnant comme courtiers, ces derniers ont en effet abaissé drastiquement leurs velléités de subordonner les investissements privés à un dessein développementaliste. Cette évolution aurait en retour libéré les entreprises de liens contraignants pour elles avec le territoire. Prenant le cas de l'exploitation de pétrole *off-shore* en Angola, Ferguson montre que le principal atout du régime angolais est justement d'être en capacité d'offrir aux entreprises la possibilité d'extraire et d'exporter le brut sans jamais avoir à s'engager dans des transactions coûteuses et complexes avec la myriade d'acteurs locaux auxquels elles peuvent faire face ailleurs. L'auteur se demande alors si ce désencastrement radical de l'économie ne dessine pas une nouvelle frontière du capitalisme extractif.

Les arguments de Ferguson ont été abondamment critiqués<sup>28</sup>. Sans méconnaître la recherche de mobilité et de désencastrement des fonds d'investissement et des directions d'entreprises, le débat de ces dernières années dessine quelques pistes fécondes. Revenons donc sur une question en particulier, centrale pour notre numéro : celle du rapport des entreprises aux transformations de l'autorité politique.

Une façon de soulever cette question consiste à souligner l'hybridation entre la puissance d'agir des entreprises et d'autres types de pouvoirs locaux. Dans une étude sur le développement de l'extraction aurifère au Burkina Faso, Muriel Côte et Benedikt Korf montrent que, loin d'imposer unilatéralement leur pouvoir dans les zones d'extraction, les entreprises doivent composer avec une myriade d'autorités que l'on peut qualifier de « publiques » : représentants

---

26. Kramer (P. A.), « Power and Connection: Imperial Histories of the United States in the World », *The American Historical Review*, 116 (5), 2011.

27. Ferguson (J.), « Seeing like an Oil Company: Space, Security, and Global Capital in Neoliberal Africa », *American Anthropologist*, 107 (3), 2005 ; Ferguson (J.), *Global Shadows: Africa in the Neoliberal World Order*, Durham, NC, Duke University Press, 2006.

28. Voir notamment Rubbers (B.), « Mining Towns, Enclaves and Spaces: A Genealogy of Worker Camps in the Congolese Copperbelt », *Geoforum*, 2018.

de l'État central (ministère des Mines), chefferies locales, mais aussi organisations des orpailleurs<sup>29</sup>. En résulte ce que l'autrice et l'auteur appellent un « pluralisme régulateur », c'est-à-dire une situation dans laquelle la régulation des activités extractives ne repose pas sur une autorité unique, mais sur un « bricolage » fondé sur une renégociation permanente des normes pratiques et des cadres institutionnels. Or ce pluralisme régulateur ne participe pas nécessairement à un évincement de l'État des espaces locaux, comme le rappelle Christian Lund lorsqu'il constate les multiples enchevêtrements entre diverses formes d'autorité, en Afrique<sup>30</sup> comme en Asie du Sud<sup>31</sup>. Au contraire, par des moyens symboliques (utilisation d'un langage de l'officiel), mais aussi par des stratégies d'action juridique, l'État est sans cesse ramené dans le jeu par divers acteurs. Ceci est renforcé par le déploiement – dans les années mêmes où l'orpaillage privé se développe – d'une politique de décentralisation soutenue par les bailleurs de l'aide publique au développement. Les collectivités locales deviennent alors de nouvelles arènes de ce pluralisme régulateur, multipliant les espaces disponibles pour la contestation, l'extraction de rentes et la renégociation des accords.

Si ces transformations dans l'exercice de l'autorité découlent d'une diversité de stratégies (portées par les entreprises, les États, les autorités locales ou encore les représentants des groupes sociaux locaux), il existe également des cas où le facteur déterminant est une politique coordonnée de développement des activités extractives. Ainsi, dans une étude sur les espaces frontaliers du nord de la Birmanie, où se multiplie de façon exponentielle les concessions forestières et agro-industrielles, Kevin Woods montre que ces investissements – notamment portés par des entreprises chinoises – fonctionnent comme des leviers d'étatisation du territoire, dans des espaces contestés où l'État birman a longtemps fait face à des insurrections présentées comme ethniques. Se développe ainsi un « capitalisme du cessez-le-feu » (*ceasefire capitalism*), où l'alliance militaro-industrielle impose son autorité aux institutions locales et communautaires, s'accapare des terres exploitées par les paysans et développe des méthodes de quadrillage du territoire et de surveillance de la population. Le financement de cette entreprise brutale de construction de l'État n'est pas uniquement assuré par les caisses de l'État birman, mais aussi par les capitaux chinois et singapouriens, auxquels l'État garantit sa protection militaire. Cet exemple illustre des processus à l'œuvre ailleurs, en Ouganda<sup>32</sup>,

29. Côte (M.), Korf (B.), « Making Concessions: Extractive Enclaves, Entangled Capitalism and Regulatory Pluralism at the Gold Mining Frontier in Burkina Faso », *World Development*, 101, 2018.

30. Lund (C.), *Local Politics and the Dynamics of Property in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

31. Lund (C.), *Nine-Tenths of the Law: Enduring Dispossession in Indonesia*, New Haven, CT, Yale University Press, 2021.

32. Martiniello (G.), « Social struggles in Uganda's Acholiland: understanding responses and resistance to Amuru sugar works », *The Journal of Peasant Studies*, 42 (34), 2015.

au Guatemala<sup>33</sup> ou encore en Colombie<sup>34</sup>, où l'expansion des agro-industries et autres activités extractives sert de justification et de moyen de financement pour des projets de consolidation de l'État après des phases de conflits armés.

Que les configurations concrètes fassent plutôt place à ce type de projet autoritaire et délégataire de construction de l'État – à l'image aussi des compagnies concessionnaires étudiées par l'historienne Catherine Coquery-Vidrovitch au Congo français<sup>35</sup> – ou à la capture incrémentale des entreprises extractives par les acteurs locaux, l'« enclave » privée apparaît ainsi sans cesse grignotée, obligée de composer avec les pouvoirs publics et traversée de formes d'autorité qui lui échappent. C'est, alors, une ambition du présent numéro que de participer à la discussion concernant la boîte à outils théorique que les chercheuses et chercheurs en science politique peuvent mobiliser pour rendre compte de cette genèse du politique dans et aux abords de ces espaces.

Comment cette discussion sur les enclaves peut-elle participer à des débats plus larges sur les transformations du capitalisme et les rapports entre politique et économie ? À notre sens, elle permet en fait de remettre sur le métier le concept de « décharge », mobilisé au tournant des années 2000 par Béatrice Hibou pour comprendre les transformations des liens entre États et acteurs économiques privés dans l'Afrique des plans d'ajustement structurel et au-delà, dans des sociétés des Suds alors en plein tournant néolibéral<sup>36</sup>. À travers cette idée, la politiste et avec elle un courant de recherche, ont pu montrer comment le transfert vers le privé d'entreprises, d'activités et même de services publics considérés comme emblématiques du projet étatique pouvait en fait s'inscrire dans une continuité historique de la construction des formes de domination politique. Dans les travaux qui se sont inscrits dans ce sillon, on voit bien que les groupes sociaux dominants dans les pays du Sud ont pu faire avec la déflation de l'appareil administratif en renouvelant leur positionnement comme intermédiaires vis-à-vis d'opérateurs devenus privés. À l'instar de ce qui prévalait dans les sociétés féodales où le pouvoir central n'était pas en mesure d'administrer directement l'ensemble du territoire, la décharge s'est donc imposée à ce moment-là comme une modalité de l'exercice du gouvernement, sans remettre en cause le processus historique de formation des États.

Tout en se situant dans le prolongement de cette généalogie analytique, les travaux rassemblés ici effectuent un déplacement de focale. Au Cameroun ou

---

33. Grandia (L.), « Road mapping: Megaprojects and land grabs in the northern guatemalan lowlands », *Development and Change*, 44 (2), 2013.

34. Grajales (J.), « A land full of opportunities? Agrarian frontiers, policy narratives and the political economy of peace in Colombia », *Third World Quarterly*, 47 (7), 2020.

35. Coquery-Vidrovitch (C.), *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires : 1898-1930*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001 [1972].

36. Hibou (B.), « Retrait ou redéploiement de l'État ? », *Critique internationale*, 1, 1998 ; Hibou (B.), dir., *La privatisation des États*, Paris, Karthala, 2000.

encore en Ukraine, ce sont bien des formes de décharge qui se sont développées dans les années 1990. Elles ont transformé le rapport des États au territoire et l'implication politique des entreprises. Mais, analysées vingt ans après ces tournants et étudiées du point de vue des opérations concrètes d'extraction et de production, ces situations révèlent d'autres processus. Ainsi, au-delà de la délégation de pouvoir aux directions de ces sociétés privées, de leur investissement dans des formes de gouvernement ou de leurs tentatives de monopoliser les arènes locales<sup>37</sup>, on y voit en effet à chaque fois des acteurs mineurs (syndicalistes, représentants associatifs, ethniques ou « autochtones ») parvenir à conquérir un capital politique propre et participer d'un foisonnement institutionnel local qui échappe en partie aux entreprises. De ce point de vue, les formes d'autorité politique qui parviennent à se faire reconnaître localement ne procèdent pas uniquement de la décharge, mais aussi d'une production endogène, dans le creuset de la conflictualité générée par les activités extractives. Même, elles reposent souvent sur une capacité à interpeller directement les pouvoirs publics et à les contraindre à intervenir dans les affaires locales. Si bien que le champ politique et les ressources qu'il met à la disposition des acteurs locaux peuvent apparaître comme faisant leur retour au sein même de ces formes de « gouvernement privé indirect »<sup>38</sup>, qu'ils contribuent à hybrider.

Dans l'ensemble, nos observations montrent des acteurs qui, tout en ayant bénéficié ou pâti des conséquences concrètes des transformations économiques et politiques auxquelles renvoie le concept de décharge, font désormais d'autres types d'expériences, associées à l'ancrage social, territorial et politique des activités économiques. Il en va ainsi des « communautés indigènes » amazoniennes, qui consolident leur existence sociale et politique en partie dans l'interface avec une entreprise d'exploitation pétrolière (Doris Buu Sao), ou des chefferies camerounaises (Guillaume Vadot) et ivoiriennes (Jacobco Grajales et Marie Saiget), qui cherchent à se positionner en intermédiaires des entreprises agro-industrielles. De plus, si les entreprises analysées ici participent toutes à des formes de gouvernement indirect, elles voient aussi se développer en leur sein et en lisière de leurs sites d'exploitation des formes d'action collective – parfois, mais pas toujours contestataire – qui s'appuient au moins en partie sur un imaginaire étatique. C'est le cas en Ukraine (Denys Gorbach) où les imaginaires du paternalisme soviétique sont utilisés par des travailleuses et des travailleurs pour négocier leur place au sein des entreprises privatisées. L'évocation de l'État peut s'accompagner de la mobilisation de réseaux partisans et clientélistes, comme dans le cas des agents multipositionnés des entreprises agro-industrielles camerounaises, à la fois cadres du parti au pouvoir et des directions de ressources humaines des sociétés privées ou parapubliques.

37. À l'image de ce qui est décrit par Krupa (C.), « State by Proxy: Privatized Government in the Andes », *Comparative Studies in Society and History*, 52 (2), 2010.

38. Mbembe (A.), « Du gouvernement privé indirect », *Politique africaine*, 73, 1999.

Enfin, la pluralisation des arènes du pouvoir n'est pas uniquement structurée par la friction entre entreprises et États. Elle est également déterminée par la transnationalisation de l'action collective, dès lors que les sites d'exploitation de la terre et des ressources naturelles sont également des espaces de construction de causes transnationales, et donc de circulation d'un capital militant, de cadrages et de ressources de mobilisation (Jacobo Grajales et Marie Saiget).

Au Cameroun, dans un contexte marqué par les privatisations et l'augmentation des surfaces concédées, Guillaume Vadot décrit le redéploiement à première vue surprenant des pouvoirs locaux et du langage de l'officiel au sein de grands complexes agro-industriels. En faisant le récit des mobilisations qui les ont affectées ces quinze dernières années, l'auteur montre que ces différents complexes ont été exposés à des revendications similaires et à l'imposition d'obligations sociales comparables envers leurs employé·es et les communautés riveraines. Pour se rendre visibles et peser face à l'entreprise, ces acteurs locaux ont pu s'appuyer sur la montée du registre de l'autochtonie mais aussi sur l'entretien d'un discours de patriotisme économique par le pouvoir, et enfin sur les opportunités offertes par le processus de décentralisation. De même, la politisation des positions d'autorité prévues par l'entreprise projette certains cadres dans le registre de l'officiel, même à leur corps défendant. Paradoxalement, la grammaire politique autoritaire qui caractérise aujourd'hui le Cameroun apparaît comme un vecteur de la pluralisation des scènes politiques locales et une ressource pour les initiatives contestataires. Entre bricolages et compromis, ces espaces ont ainsi suivi chacun à leur manière une trajectoire d'intégration au maillage politique du territoire tel qu'il s'est redéployé ces deux dernières décennies.

Les transformations, mais aussi le poids de l'histoire dans les formes d'ancrage des entreprises constitue l'un des angles privilégiés par la contribution de Denys Gorbach, qui porte sur la production de l'hégémonie industrielle dans la ville sidérurgique ukrainienne de Kryvyi Rih, principal centre national de production de fer. Si dans l'ancienne URSS les grandes entreprises d'État constituaient des rouages essentiels de la production du sujet soviétique, les modes d'ancrage social de ces acteurs économiques se sont profondément transformés avec la transition vers l'économie de marché. En Ukraine, la privatisation des exploitations minières et des usines sidérurgiques débouche sur une « démocratie oligarchique », où la redistribution clientélaire sert de support privilégié aux carrières politiques des nouveaux entrepreneurs électoraux. Dans ce contexte marqué par les privatisations, le chevauchement entre ambitions électorales et accumulation capitaliste ainsi que l'insertion de l'Ukraine dans un marché globalisé, l'auteur montre que des formes résurgentes du paternalisme soviétique continuent à structurer une économie morale faite d'attentes, de revendications et d'obligations réciproques qui cimentent le plus souvent, et parfois menacent de fissurer, le nouveau bloc hégémonique.

L'ancrage social des entreprises ne passe cependant pas uniquement par leur enchaînement dans des arènes politiques locales, des réseaux partisans et des trajectoires historiques marquées par l'exercice du paternalisme industriel. Il découle également de dispositifs entrepreneuriaux visant à sécuriser l'image de l'entreprise et les activités productives, dispositifs connus désormais à travers le sigle RSE (pour responsabilité sociale et environnementale des entreprises). Ces derniers sont étudiés ici à partir d'une étude ethnographique réalisée en Amazonie péruvienne, dans une région d'extraction pétrolière, par Doris Buu Sao. Alors que cette activité, qui se déroule dans la région depuis plusieurs décennies, a généré des dommages profonds sur l'environnement, c'est moins la revendication d'une justice environnementale que la demande d'un partage des bénéfices, notamment par l'emploi, qui constitue un vecteur de mobilisation. Pour sûr, les relations entre l'entreprise et les communautés riveraines incarnent le rôle prépondérant acquis par la première dans le gouvernement de l'espace local. Mais elles constituent également un vecteur puissant d'ancrage social, dès lors qu'elles ne sont pas seulement porteuses de conformisme mais aussi vectrices d'une subjectivité industrielle faite de « nouvelles normes, modes d'organisation et identifications collectives ».

Ces cas illustrent de diverses façons les modalités par lesquelles l'activité protestataire est façonnée par l'histoire, les pratiques et l'expérience quotidiennes associées au voisinage de l'entreprise. Or l'un des points communs de nos contributions est de montrer que ces prises d'initiatives contestataires ne se situent pas nécessairement dans une rupture radicale avec l'activité minière ou agro-industrielle, mais qu'au contraire elles se placent souvent dans un continuum avec d'autres formes d'action collective qui cherchent davantage à s'accommoder et à tirer des bénéfices de la présence de l'entreprise. Ceci peut notamment créer des décalages cognitifs et politiques avec des réseaux militants transnationaux qui se fixent pour objectif de contester les activités extractives au nom des droits des communautés sur la terre et les ressources naturelles.

Ce décalage est l'un des angles abordés par la contribution de Jacobico Grajales et Marie Saiget. À partir de l'étude de la production d'huile de palme au sud-est de la Côte d'Ivoire, l'autrice et l'auteur montrent que l'action collective est fortement contrainte par le fait que l'entreprise s'appuie sur de nombreux intermédiaires, ce qui dans certains cas oblitère le passage au politique, en coupant les acteurs porteurs de griefs des relais classiques de ce type de conflit – mouvements paysans, coopératives de producteurs. Dans cette Côte d'Ivoire en plein boom des agro-industries comme dans les autres cas étudiés dans ce dossier, on assiste à l'émergence d'espaces politiques locaux constitués autour de ces activités extractives, investis par des acteurs pluriels et aux projets souvent contradictoires, mais qui contribuent chaque fois à la genèse des formes d'autorité et mettent en jeu celle de l'État.



Les contributions rassemblées ici partagent ainsi une interrogation commune sur la façon dont les transformations du capitalisme extractif et du pouvoir politique se matérialisent dans et autour des sites de production et d'extraction. Adoptant un regard localisé, les quatre articles de ce dossier situent cependant leurs objets dans une économie politique plus large. En somme, ils cherchent à saisir la co-construction du politique et de l'État au concret, par l'observation de logiques d'action situées. À présent que plus de vingt ans ont passé depuis la grande vague de privatisation de la fin des années 1990 et le début du boom des *commodities*, il s'agit aussi de plaider pour que les sites de production soient considérés comme des objets et des terrains d'enquête pour la sociologie politique.

---

**Jacobo GRAJALES** est professeur de science politique à l'Université de Lille, chercheur au CERAPS et membre junior de l'Institut universitaire de France. Ses recherches actuelles portent sur la place des enjeux fonciers et environnementaux dans les politiques de sortie de conflit, ainsi que sur le rôle joué par les acteurs économiques et les milieux de l'aide au développement dans ces mêmes conjonctures. Ses terrains d'enquête actuels sont la Colombie et la Côte d'Ivoire. Son dernier ouvrage s'intitule *Agrarian Capitalism, War and Peace in Colombia: Beyond Dispossession* (Routledge, 2021).

[jacobo.grajales-lopez@univ-lille.fr](mailto:jacobo.grajales-lopez@univ-lille.fr)

**Guillaume VADOT** est chercheur postdoctorant à l'Institut des mondes africains. Sa thèse (*Les bras et le ventre. Une sociologie politique des plantations industrielles dans le Cameroun contemporain*, Paris 1, 2019) a reçu le prix « Afrique et diasporas » 2020. Questionnant les rapports entre travail, entreprises et politique, ses recherches ont aussi porté sur la production de coton au Cameroun, de sucre au Kenya et l'industrie du nickel en Nouvelle-Calédonie. Il travaille actuellement sur le syndicalisme agricole au sein d'un vaste périmètre irrigué au Soudan. Il a récemment publié « Dispossessive wage labour. Understanding accumulation and its crisis in contemporary Cameroon large-scale plantations », in Benquet (M.), Bourgeron (Th.), *Accumulating Capital Today* (Routledge, 2021).

[guillaume.vadot@sciencespo.fr](mailto:guillaume.vadot@sciencespo.fr)

*Companies, territories, and political authorities: Localizing the analysis of extractive capitalism*

Two decades after the beginning of the last commodity boom, what is the state of political authority in places dedicated to the extraction of raw materials and often seen as new frontiers of capitalism? By taking mining, oil, metallurgical, and agribusiness sites—and the companies that come along—as fields of investigation, the contributions gathered in this special issue are a testament to the failed endeavor of bounding the state to the mere role of a broker, charged with facilitating the operations of international capital. This introduction outlines a synthetic view of the multiple processes that are responsible for the social and political anchoring of extractive companies, most often despite these latter's intentions. The historical perspective granted by the almost three decades passed since the great wave of privatization and liberalization of the 1990s enables a more accurate view of these extractive spaces; one that is attentive to longer term trends and everyday life. Nurtured by local mobilizations, a variegated panel of forms of representation and authority have sometimes gained a certain autonomy from companies and have even been able to successfully invoke statehood in their quest for legitimacy. In that sense, we argue that these firms can seldom be described through the popular image of extractive "enclaves." As a matter of fact, these incremental processes tend to strengthen their embeddedness within larger political topographies.

Keywords – capitalism, company, political topographies, commodities, local authorities